REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE

D'OLORON-SAINTE-MARIE – PYRENEES-ATLANTIQUES

❧❧❧

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 2012

❧❧❧

Présents :

M. Bernard UTHURRY, Maire, Président,
M. Jean-Etienne GAILLAT, M. Jean-Pierre DOMEQ,
Mme Marie-Lyse GASTON, M. Yves TOURAIN, Mme Anne BARBET,
M. Robert BAREILLE, Mme Dolorès CABELLO,
Mme Véronique PEBEYRE, Adjoints
Mme Dominique QUEHEILLE, Mme Jeanine DUTECH,
Mme Georgette SALHI, M. Jean-Michel BRUGIDOU,
Mme Eliane BELLEGARDE, Mme Eliane YTHIER,
Mme Elisabeth SALTHUN-LASSALLE, M. Jean-Marie GINIEIS,
M. Philippe GARROTE, M. Jean-Pierre ARANJO,
Mlle Nathalie REGUEIRO, M. Fabien REICHERT, M. Nicolas MALEIG,
M. Gilles BITAILLOU, M. André LABARTHE, M. Michel ADAM,
M. Daniel LACRAMPE, Mlle Florence AGRAZ, M. Gilbert EHRET,
Mme Jany N'HAUX.

Délégations de vote :

M. Patrick MAILLET donne pouvoir à Mme Marie-Lyse GASTON,
Mme Marie-José ROMEO donne pouvoir à Mme Véronique PEBEYRE,
Mme Jeanne LARAN donne pouvoir à M. Daniel LACRAMPE,
Mlle Valérie SARTOLOU donne pouvoir à M. Michel ADAM.

❧❧❧

14 - INDEMNITE DES FRAIS DE DEPLACEMENT

Monsieur le Maire expose qu'en application du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et des établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, la délibération du 18 décembre 2002 portant sur l'indemnisation des frais de déplacements doit être modifiée afin d'étendre le champs d'application à l'ensemble des agents communaux.

Il est rappelé à l'Assemblée que l'agent communal autorisé à utiliser son véhicule personnel pour assurer périodiquement son service dans un établissement annexe de la Mairie peut bénéficier d'une indemnisation forfaitaire. Tel est notamment le cas des services situés hors de la Mairie dont les agents sont appelés à effectuer de fréquents va-et-vient avec leur propre véhicule en l'absence d'autres moyens de transport.

Les agents concernés doivent avoir souscrit une assurance comprenant une garantie professionnelle. Ils n'ont, en outre, pas droit au remboursement des impôts, taxes et assurances qu'ils acquittent pour leur véhicule, et n'ont droit à aucune indemnisation pour les dommages subis par leur véhicule.

.../...

Le montant de l'indemnisation forfaitaire est fixé à 198,18 euros par an par l'arrêté du 20 janvier 2000.

Il est demandé au conseil municipal d'accorder cette indemnisation aux agents communaux qui satisfont à ces conditions.

Oùï cet exposé, **le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,**

- **ADOPTE** le présent rapport,
- **VOTE** les crédits nécessaires.

Ainsi délibéré à Oloron Sainte-Marie, ledit jour 23 février 2012.
Suivent les signatures.-

LE MAIRE,

AFFICHE LE 28/02/2012

Bernard UTHURRY